

FCP de droit français HSBC ACTIONS FRANCE

Rapport annuel
au 30 juin 2025

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Sommaire

Informations concernant les placements et la gestion	3
Rapport d'activité	4
Informations réglementaires	17
Certification du Commissaire aux Comptes	19
Comptes Annuels	24
Bilan Actif	25
Bilan Passif	26
Compte de résultat	27
Annexes	29
Informations générales	30
Evolution des capitaux propres et passifs de financement	38
Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés	41
Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat	46
Inventaire des actifs et passifs en EUR	52

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Informations concernant les placements et la gestion

Société de gestion

HSBC Global Asset Management (France)

Dépositaire et Conservateur

CACEIS Bank

Gestionnaire comptable par délégation

CACEIS Fund Administration

Commissaire aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Rapport d'activité

Panorama macroéconomique

Au troisième trimestre (T3) 2024, les risques géopolitiques, les incertitudes liées aux élections américaines et aux choix de politiques fiscales tant en Europe qu'aux Etats-Unis ont laissé les économistes dans l'expectative, entre le scénario d'un atterrissage en douceur ou celui de récession. La poursuite de la modération de l'inflation aux Etats-Unis (2.5% en août après 3.3% en mai), en zone euro (1.8% en septembre contre 2.6% en mai) et dans une majorité de pays émergents a permis de nouvelles baisses de taux des banques centrales, et cela dans le contexte d'une certaine résilience de l'économie. En effet, l'accélération du PIB américain au T2 a surpris à la hausse (3.0% en variation trimestrielle annualisée contre 2.0% attendu et 1.4% au T1), en particulier la consommation des ménages. De plus, l'historique du PIB américain a été révisé positivement, notamment le taux d'épargne et les revenus des ménages qui ont bénéficié de gains d'intérêt sur les placements et dépôts lors de la remontée des taux. Aux Etats-Unis, les rapports de l'emploi (en particulier la hausse du taux de chômage à 4.3% en juillet contre 4.1% attendu, après un plus bas de 3.4% en avril 2023) ainsi que la détérioration des enquêtes de confiance (notamment dans le secteur manufacturier) ont établi que le risque de récession était plus élevé que celui lié à la persistance de l'inflation. En zone euro, la croissance du PIB est certes ressortie en ligne avec les attentes (0.2% t/t au T2), mais grâce à la contribution positive du commerce extérieur et de moindres importations du fait de la contraction de la demande domestique. Les divergences au sein de la région se sont accentuées, avec une détérioration de l'activité en Allemagne, une certaine résilience en Italie et France, et une forte expansion en Espagne. Ailleurs en Europe, la reprise économique au Royaume-Uni s'est poursuivie au T2, quoiqu'à un rythme plus modéré, tirée par la dépense publique et les investissements privés. Avec les nouvelles règles fiscales de l'Union européenne et le nouveau gouvernement du Royaume-Uni, les choix de politique fiscale vont impacter l'activité économique, avec des effets multiplicateurs incertains sur les prochaines années. En Chine, après une croissance inférieure aux anticipations (0.7% t/t au T2 contre 0.9% attendu et 1.6% au T1), les autorités ont amplifié leur soutien aux secteurs immobilier et financier fin septembre, et ont signalé de nouvelles mesures en faveur de la demande domestique.

Au quatrième trimestre 2024 (T4), dans les pays développés, la croissance du PIB au 3^{ème} trimestre a été plus soutenue que prévu dans l'ensemble, grâce à la consommation des ménages, notamment aux Etats-Unis, en zone euro et au Japon. La désinflation a permis une amélioration du pouvoir d'achat sur fonds de résilience du marché de l'emploi et d'assouplissements des conditions financières. Cependant au cours du 4^{ème} trimestre, les indicateurs de confiance ont signalé une modération de l'activité, tirée par la poursuite du décrochage du secteur manufacturier, et cela malgré une certaine résilience des services. Les politiques commerciales et fiscales proposées par la nouvelle administration américaine à partir de 2025 ont exacerbé les inquiétudes des milieux d'affaires. En Europe la nécessité de retrouver un équilibre budgétaire et la probabilité d'un relèvement de la fiscalité ont entraîné un nouveau repli de la confiance des ménages, ce qui risque d'affaiblir la consommation, principal pilier de l'activité économique. Aussi les prévisions de croissance du PIB en 2025¹ ont été révisées à la baisse en zone euro de +1.3% septembre³ et à +1.0% en décembre², du fait de l'Allemagne (PIB révisé à +0.4%² contre +1.0% en septembre), et en France (PIB révisé à +0.7%² contre +1.1% en septembre²). Dans le reste de l'Europe, les prévisions de croissance du PIB en 2025 ont montré une certaine résilience, mais seule l'Espagne devrait poursuivre une croissance relativement forte à +2.2%, portée par des avantages comparatifs favorables, notamment en termes de coûts salariaux, de prix de l'énergie, et d'exposition au secteur touristique. Les statistiques aux Etats-Unis ont confirmé l'exceptionnalisme américain avec une

¹ Consensus Bloomberg au 31/12/2024.

² Consensus Bloomberg du 30/09/2024.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

croissance solide en novembre, sur le front des salaires (+4.0% a/a) et des dépenses des ménages (5.5% a/a), ce qui tend à soutenir l'inflation (2.7% a/a en novembre contre 2.4% en septembre). Ainsi les prévisions de croissance américaine en 2025 ont continué d'être révisées à la hausse, de +1.8% en septembre à +2.1% en décembre². L'exceptionnalisme américain contraste avec des économies en légère perte de vitesse sur fonds de tensions commerciales et de risques de barrières tarifaires. Cet environnement ne devrait pas entraîner de pressions inflationnistes ou de risques de boucles prix-salaires en 2025 : l'inflation² devrait ralentir à 2.0% en zone euro, à 2.1% aux Etats-Unis, voire au plus se stabiliser à 2.5% au Royaume-Uni, ce qui permettrait des assouplissements monétaires supplémentaires, certes d'ampleurs diverses selon les contextes nationaux. Seules les politiques monétaires au Brésil et au Japon vont continuer de se démarquer, avec davantage de hausses de taux en 2025. En Chine, les autorités ont signalé garder le cap d'un renforcement du soutien au crédit, et se sont montrées disposées à des mesures d'exception. La modération de l'activité économique resterait donc relativement bien contrôlée grâce à la bonne tenue du secteur industriel et une amorce de reprise du côté de la consommation des ménages, ce qui permet d'envisager un ralentissement modéré² en 2025 à 4.5% contre 4.8% en 2024. En Inde, le consensus des économistes table sur une croissance du PIB de 6.5%, légèrement inférieure aux prévisions de septembre (6.9%) et contre 8.2% en 2024. Enfin en Amérique latine, la tendance sur 2025 est aussi au ralentissement, notamment au Mexique où l'accord de libre-échange américain sera remis en question.

Au cours du premier trimestre 2025 (T1), la nouvelle administration américaine a annoncé des hausses tarifaires sur les produits importés aux Etats-Unis, afin de réduire le déficit de la balance commerciale (918 milliards USD en 2024) et générer des recettes fiscales issues des tarifs douaniers. Ainsi, des relèvements de droits de douane ont été mis en place au T1: 10% en Chine le 4 février, puis 10% supplémentaire le 4 mars ; 25% sur l'acier et l'aluminium à partir du 12 mars ; 25% sur les produits importés du Canada et du Mexique à partir du 4 mars, avec une exemption temporaire des biens couverts par l'accord de libre-échange États-Unis-Mexique-Canada ; puis 25% sur l'automobile (à partir du 3 avril) et les pièces détachées (à partir du 3 mai). Ces annonces ont confirmé le virage protectionniste de la nouvelle administration, avec l'intention d'aboutir à des accords bilatéraux qui sécuriseraient des débouchés pour les produits américains. Selon l'administration américaine, de nouveaux tarifs devraient être annoncés début avril, ce qui porterait la moyenne des droits de douane à des niveaux inédits depuis la seconde Guerre mondiale. La hausse des tarifs douaniers va impacter le consommateur américain avec effet immédiat, le temps que des biens substitutifs puissent être produits localement. A ce stade, l'industrie automobile est la plus affectée, mais aussi l'aéronautique et la métallurgie. Au-delà de l'impact direct sur les produits importés, les incertitudes sur l'évolution des tarifs, entre escalades ou compromis, ajoutent un coût supplémentaire lié au choc de confiance qui affecte les décisions d'investissement, et la réorganisation des chaînes de production. Le coût de ces surtaxes dépendra de la durée de leur application, de l'évolution des taux de change, de l'élasticité des prix des produits concernés et du pouvoir de fixation des prix des entreprises. Aussi les pays impactés peuvent prendre des mesures contracycliques de soutien sous diverses formes, comme annoncé en Chine, en Allemagne ou dans l'Union européenne, d'où des estimations très variables des effets sur la croissance et l'inflation. Les perspectives de croissance et d'inflation ont commencé à être révisées négativement aux Etats-Unis et ses plus proches partenaires commerciaux Canada et Mexique, mais aussi Japon et Allemagne. Ainsi pour les Etats-Unis, la tendance favorable des années post-covid et des semaines qui ont suivi les élections de novembre s'est retournée, ce qui remet en question « l'exceptionnalisme américain ». Le consensus des économistes a commencé à augmenter le risque de récession aux Etats-Unis et réduire graduellement les prévisions de croissance du PIB³ (2.1% estimé fin décembre à 1.9% en 2025 et 2026), avec une inflation anticipée à 3.0% fin mars (contre 2.5% en décembre). Au Canada, au Mexique, ou en Allemagne, l'activité économique pourrait être proche de la récession en 2025. En Allemagne, l'adoption en mars d'une relance fiscale massive vise la transformation des capacités de production du pays, mais ne pourrait se déployer que progressivement, à partir de 2026. Les décisions américaines ont en effet conduit l'Allemagne à un virage fiscal historique, incluant 1)

³ Consensus Bloomberg au 31/03/2025.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

la réforme de son régime budgétaire qui permettra permettant d'exclure toutes les dépenses de défense au-dessus de 1% du PIB (EUR 100 milliards par an), et 2) un plan massif d'infrastructures (EUR 500 milliards sur 12 ans). Au niveau de l'Union européenne, des mesures de relance budgétaire ont été annoncées avec un soutien renforcé à la sécurité et la défense (ReArm Europe qui pourrait potentiellement apporter EUR 800 milliards d'investissements supplémentaires comparés à 2021). En Chine, les conséquences négatives de l'escalade tarifaire sur la croissance devraient être compensées par des mesures favorables à la consommation, d'où un effet favorable plus immédiat qu'en Allemagne. Le plan de relance chinois inclurait un soutien aux revenus et aux patrimoines des ménages, et une amélioration de la protection sociale, ce qui conduira à une cible du déficit budgétaire de 4% du PIB et une forte hausse des émissions de dette souveraine.

Au second trimestre 2025 (T2), les annonces de relèvements tarifaires ont culminé le 2 avril lors du « Liberation day ». Malgré la désescalade qui a suivi, le taux effectif moyen des droits de douane américains a bondi de 2.4% en février à 15.6% en juin, au plus haut depuis 1937. La nouvelle administration américaine compte sur les revenus des droits de douane (anticipés à 300 milliards USD) pour financer en partie ses dépenses budgétaires, notamment des baisses d'impôts. Elle anticipe qu'à terme, le choc protectionniste devrait permettre de résorber le double déficit budgétaire et commercial américain (qui s'élevait à -7.3% et -3.9% du PIB respectivement en 2024). Les négociations commerciales en cours maintiennent cependant une extrême incertitude qui contribue à peser sur la confiance des entreprises et sur la croissance. Ces tensions ont aussi compliqué l'interprétation des publications économiques en raison des effets d'anticipations. Les entreprises ont en effet accéléré leurs échanges commerciaux avant les relèvements tarifaires, ce qui a entraîné une accumulation des stocks. Ainsi, aux Etats-Unis, le PIB s'est contracté (-0.5% en variation trimestrielle annualisée) : le choc protectionniste a entraîné une contribution négative du commerce extérieur liée à l'envolée des importations. Autre effet du protectionnisme : le bond de l'investissement non-résidentiel (23.8% au T1 contre -5.6%) du fait de l'accélération de l'implantation des firmes étrangères sur le territoire américain. Dans le même temps, le consommateur américain s'est montré prudent, et a freiné ses dépenses (0.5% en variation trimestrielle annualisée au T1 contre 4% au T4). Dans ce contexte, le consensus des économistes⁴ a encore revu à la baisse ses anticipations de croissance aux Etats-Unis, à 1.5% en 2025 et 1.6% en 2026. A l'inverse, en zone euro, la croissance du PIB s'est accélérée (+0.6% en variation trimestrielle) en raison du bond des exportations de produits pharmaceutiques et de voitures vers les Etats-Unis. De même en Chine, Taiwan et les principaux partenaires américains, Canada, Mexique, mais aussi Brésil, Inde ou Royaume-Uni, l'activité économique a surpris favorablement. Pour faire face au choc protectionniste, certains pays ont mis en place de nouvelles stratégies. Les banques centrales ont accéléré leur cycle d'assouplissement monétaire, en Europe (zone euro, Suisse, Norvège, Suède), et dans la plupart des pays d'Asie et d'Amérique latine. Les répercussions des hausses tarifaires sur l'inflation restent à venir. Dans la plupart des pays, l'inflation devrait augmenter à court terme, mais les effets de substitution vers d'autres produits importés ainsi que le ralentissement de la demande pourraient limiter les pressions haussières sur les prix. Le consensus des économistes⁴ estime l'inflation aux Etats-Unis à 2.9% en 2025 et 2.8% en 2026, mais à 2.0% en zone euro. A horizon de 2026, passé le choc immédiat, l'inflation devrait converger vers les cibles des banques centrales, malgré quelques persistances, notamment aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni.

Panorama financier

Au troisième trimestre (T3) 2024, les marchés financiers ont été particulièrement mouvementés, sur fond d'inquiétudes sur la croissance mondiale et sur les décisions des banques centrales. Les indices de volatilité ont bondi, avec des revirements de marchés, notamment début août sur deux faits déclencheurs : une détérioration plus importante que prévu de l'emploi américain, et une remontée inattendue du taux de la Banque du Japon. Ces annonces sont survenues sur des marchés peu liquides en raison des congés d'été, et ont entraîné des débouchements brusques de positions spéculatives. La chute brutale des bourses mondiales n'a cependant duré que quelques

⁴ Consensus Bloomberg du 30/06/2025.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

jours, dans le sillage du renforcement des anticipations de baisses de taux des banques centrales. Dans un contexte de statistiques d'emploi décevantes, de chute du prix de pétrole (WTI -16%/t à USD 68/baril) et de désinflation, la Fed a initié en septembre son cycle d'assouplissement monétaire, avec une réduction de ses taux directeurs plus forte que prévu, de -50 points de base (pdb) contre -25pdb attendu. La baisse des taux de la Fed a ouvert la voie à une série de décisions des banques centrales des pays émergents et développés, mais aussi favorisé des anticipations de baisses de taux de plus grande ampleur. En Chine, les autorités ont déployé fin septembre un important plan de soutien, via des réductions de taux bancaires et de réserves obligatoires ainsi que des mesures destinées aux secteurs immobilier et financier (notamment un fonds pour les rachats d'actions). Ces mesures ont fortement impacté les indices boursiers, et l'indice MSCI* World a terminé le 3^{ème} trimestre en hausse de 5% t/t (variation trimestrielle). Les actions des pays développés ont légèrement sous-performé (MSCI DM +4.8% t/t) face aux places des pays émergents (MSCI EM +6.8% t/t), soutenues par l'indice chinois qui a bondi de 24% t/t. Du côté des marchés obligataires, les anticipations d'assouplissement monétaire accru ont favorisé les titres les plus risqués, comme le crédit à haut rendement « High Yield », ou tels les titres souverains des pays émergents (notamment Mexique ou Afrique du sud) et ceux de la périphérie de la zone euro (Grèce, Portugal, Italie, Espagne). Sur le marché des changes, la décision de la Fed a pesé sur le dollar US (DXY¹ -4.8% t/t au T3). A contrario de la Fed, la remontée du taux de la banque centrale du Japon a propulsé le yen face au dollar US (+12% t/t). Enfin sur les marchés des matières premières, l'envolée de l'or (+13% t/t à USD 2634 l'once) s'est poursuivie ; la volatilité du prix de baril de pétrole (WTI -16% t/t à USD 68/baril) était liée à la perspective d'une modération de la demande mondiale, aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient et à l'issue incertaine des conditions d'offre du cartel de l'OPEP+ avant leur prochaine réunion de décembre.

Au quatrième trimestre (T4) 2024, les marchés ont intégré les risques liés aux changements de politique commerciale et budgétaire après les élections américaines du 8 novembre. La nouvelle administration de Donald Trump envisage entre autres une relance fiscale, des barrières tarifaires, des restrictions migratoires, des coupes dans les dépenses fédérales et une reprise de l'exploitation gazière et pétrolière. Malgré le peu de visibilité en termes d'ampleur et de calendrier, les marchés ont anticipé les impacts probables de telles mesures : une dynamique de croissance et d'inflation soutenue aux Etats-Unis, avec pour conséquence un moindre assouplissement monétaire de la Réserve Fédérale. En effet, les marchés ont intégré que les taux des Fed Funds baisseraient moins que prévu avant les élections : ils s'établissaient à 3.75%-4.0% à horizon de décembre 2025 (contre 3.25%-3.50% avant les élections). La variation des écarts d'anticipations des politiques monétaires a donc favorisé le dollar US (indice DXY¹ 7.6% t/t ; +7.1% a/a). Cet exceptionnalisme américain s'est traduit par une surperformance des actions US (indice MSCI* US +2.8% en variation trimestrielle t/t ; +25.1% en variation annuelle a/a), en défaveur marquée des places des pays émergents (indice MSCI EM -4.2% t/t ; +13.7% a/a), notamment au Brésil (indice MSCI -10.0% t/t ; -11.4% a/a), au Mexique (indice MSCI -5.0% t/t ; -10.2% a/a) ou en Inde (indice MSCI -8.7% t/t ; +15.7% a/a). Les actions européennes ont terminé l'année avec des évolutions médiocres (indice EuroStoxx600 -2.9% t/t ; +6.0% a/a) et contrastées, avec une bonne progression en Allemagne (indice MSCI +1.6% t/t ; +14.9% a/a), contrairement au Royaume Uni (-0.2% t/t ; +9.5% a/a), et surtout en France (-3.4% t/t ; -1.2% a/a), pénalisées par les incertitudes budgétaires et fiscales. Sur les marchés obligataires, les enjeux de politique monétaire et de consolidation fiscale ont accentué les mouvements de pentification des courbes de taux ainsi que les écarts d'évolutions de taux souverains. Ainsi au T4, les rendements 10 ans des obligations souveraines ont monté fortement aux Etats-Unis (+79pdb à 4.57%) et au Royaume-Uni +57pdb à 4.57%, mais dans une moindre ampleur en Allemagne (+24pdb à 2.37%), en France (+28pdb à 3.20%, et surtout en Italie (+7pdb à 3.52%). Sur les marchés de crédit, les segments des obligations les plus risquées (High Yield HY) ont surperformé les segments moins risqués (Investment Grade IG). Sur les marchés du pétrole, de nombreux facteurs ont contribué à la volatilité des prix : le ralentissement attendu de la demande mondiale en 2025, les incertitudes géopolitiques au Proche-Orient, l'appréciation du dollar US, la perspective d'une éventuelle reprise de l'exploitation aux Etats-Unis, premier producteur mondial.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Ainsi malgré une amélioration au T4 (Brent +4.0% t/t), l'année 2024 s'est soldée par un repli du prix du baril (Brent) de -3.1% a/a à 74.6 USD/ baril.

Au cours du premier trimestre 2025 (T1), l'extrême incertitude liée aux perspectives tarifaires et économiques des Etats-Unis et ses partenaires commerciaux ont entraîné un virage des positionnements consensuels des investisseurs, et une rotation des performances des marchés mondiaux. Les actifs gagnants en 2024, ainsi les actions américaines, ont perdu au T1 2025 (indice MSCI US -5% par rapport au quatrième trimestre 2024 (t/t), du fait de la chute des valeurs technologiques). A l'inverse, les actions peu performantes en 2024, faiblement valorisées ou défensives ont retrouvé les faveurs des investisseurs : bourses des pays émergents (indice MSCI EM +4.5% t/t), avec en tête la Chine (MSCI +16.8% t/t) et les actions européennes (MSCI Eurozone +9.3% t/t). Le changement historique du régime fiscal allemand et le signal d'une stratégie de défense européenne ont exacerbé l'intérêt des investisseurs pour la région, ce qui a boosté les indices boursiers (MSCI) : hausses de +12% t/t en Allemagne, +18.4% t/t en Espagne, +13.8% t/t en Italie, +7% t/t en France et au Royaume Uni. Ces mouvements de rotation de marchés ont reflété une réévaluation du principe d'« exceptionnalisme américain » selon lequel il n'y a pas d'alternatives aux technologies, à la défense ou aux plans de relances américains. Aussi, le principe de valeur refuge de la devise américaine a été remis en question ce trimestre, comme l'ont montré la baisse du dollar US (indice DXY¹ -4.1% t/t) et la poursuite du renforcement de l'or (+17.6% t/t) au prix inégalé de USD 3085 l'once fin mars. Sur les marchés des matières premières, les incertitudes sur la croissance économique, et les discussions en vue de résoudre la crise russo-ukrainienne ont entraîné une baisse des prix du pétrole (Brent -3.3% t/t), et surtout du gaz naturel (-17.9% t/t). Sur les marchés de crédit, les incertitudes sur les politiques tarifaires et le commerce mondial ont fortement affecté les segments des obligations d'entreprises, notamment les plus risquées (High Yield HY) ou les indices émergents libellés en dollar US, et seul le crédit européen de qualité (Investment Grade) a performé favorablement au T1. Dans un contexte d'extrême incertitude, les prévisions consensuelles sur les politiques des banques centrales se sont fortement ajustées par rapport aux attentes du dernier trimestre 2024. Les incertitudes sur la croissance et les phases de volatilité ont entraîné un retournement des anticipations vers davantage d'assouplissement monétaire. Ainsi les rendements 10 ans des obligations souveraines ont fortement baissé aux Etats-Unis au T1 (-32pdb à 4.25%), au Royaume-Uni (-12pdb à 3.4%), au Canada (-21pdb à 3.0%), et au Mexique (-97pdb à 9.4%). A l'inverse, le changement de régime budgétaire en Allemagne et le plan de défense européen ont conduit à une forte montée des taux 10 ans. Bien qu'en repli par rapport à leurs pics lors des annonces de mi-mars, les rendements 10 ans des obligations souveraines ont atteint, à fin mars, 2.73% en Allemagne (+36pdb t/t), 3.85% en Italie (+33pdb t/t), et 3.43% en France (+24pdb t/t). Quant aux obligations souveraines des pays émergents, les meilleures performances au T1 revenaient à l'Amérique latine, notamment le Mexique où la banque centrale a réagi aux droits de douane par une accélération des baisses de taux, ou au Brésil où le resserrement monétaire en cours pourrait être réduit, voire remis en question.

Au second trimestre 2025 (T2), les annonces tarifaires de la nouvelle administration américaine, les incertitudes sur les politiques fiscales et budgétaires ainsi que la montée des risques géopolitiques ont entraîné une forte volatilité des marchés. Au plus fort des annonces tarifaires du 2 avril (« Liberation Day »), les indices boursiers (MSCI World*) avaient chuté de -10%. Puis la pause annoncée sur les droits de douane réciproques (limités à 10% pendant 90 jours pour tous les pays à l'exception de la Chine) a favorisé un net rebond des marchés actions. La désescalade qui a suivi, puis les annonces d'accords commerciaux avec le Royaume Uni, puis la Chine ont permis un brusque retournement des marchés d'actions. Les indices boursiers (MSCI World) ont ainsi fini le trimestre en hausse de 9% (t/t variation trimestrielle) et de 7% depuis le début de l'année. Les actions des pays développés (MSCI DM +9.6% t/t) ont légèrement surperformé celles des pays émergents (MSCI EM +6.3% t/t), en raison du rattrapage de la bourse américaine (+11.9% t/t). En revanche, les places boursières n'ont gagné que 3.9% t/t en zone euro, 3.5% t/t au Japon et 1.1% t/t en Chine, suite aux fortes progressions du trimestre précédent.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Les développements de la politique américaine ont exacerbé la volatilité des marchés obligataires. Ainsi, les rendements 10 ans des Treasuries ont chuté à 4.0% dans le sillage des annonces tarifaires du « Liberation Day » puis ont grimpé à 4.60% en mai avant de se replier à 4.23% fin juin, quasi-inchangé par rapport à fin mars. La dégradation de la note américaine d'un cran (Aa1 au lieu de Aaa) annoncée par Moody's en mai s'est ajoutée aux fortes incertitudes sur la trajectoire budgétaire américaine. Le Congressional Budget Office (CBO) a en effet estimé que le projet de loi budgétaire approuvé par la Chambre des Représentants (en cours d'examen au Sénat) pourrait entraîner une augmentation importante de la dette publique, au-delà de 118.5% du PIB en 2035 (contre 97.8% en 2024). De plus, les inquiétudes sur l'indépendance de la Réserve fédérale américaine (Fed) sont montées d'un cran. Le Président Trump s'est en effet plusieurs fois opposé ouvertement aux décisions d'une pause du cycle de baisses de taux. Ceci laisse anticiper que le prochain président de la Fed (nommé en 2026 par le Président Trump) soutiendrait une politique favorable aux baisses de taux, malgré le risque plus élevé d'inflation persistante. Dans ce contexte d'incertitudes, la devise américaine (indice DXY¹ -7% t/t au T2) n'a pas bénéficié de son statut historique de valeur refuge. Les flux acheteurs se sont reportés sur des alternatives au dollar US, tels que le franc suisse (+11% t/t) ou l'euro (+9%t/t), voire l'or (+7%t/t). En dehors des Etats-Unis, l'affaiblissement du dollar a permis aux banques centrales de poursuivre leurs cycles de baisses de taux sans craindre une dépréciation de leurs devises. Les assouplissements monétaires réalisés et anticipés ont donc favorisé les marchés obligataires, avec un mouvement de pentification des courbes de taux. Les actifs les plus risqués ont surperformé, tant sur le crédit (High Yield) que sur la dette souveraine, notamment en Amérique latine (Mexique, Brésil), Afrique du sud, Turquie, mais aussi pour la périphérie de la zone euro, c'est-à-dire Espagne, Italie, Portugal. Enfin sur les marchés de matières premières, les tensions au Proche-Orient (conflit Israël-Iran) et le risque de fermeture du détroit d'Ormuz) ont relancé la volatilité sur les prix de l'énergie. Ainsi le prix du baril de pétrole (WTI) a atteint 79 USD, avant de se replier à 65.1 USD fin juin (-6% t/t).

*Indices marchés actions MSCI exprimés en devises locales.

¹ Indice DXY : indice du dollar américain par rapport à six autres devises : l'euro, le yen japonais, la livre sterling, le dollar canadien, le franc suisse et la couronne suédoise.

Source : données Bloomberg au 30/06/2025.

Politique de gestion

Sur la période, le marché actions français a poursuivi son mouvement haussier non sans heurts liés aux craintes de ralentissement économique, des conflits en Europe et au Moyen-Orient et plus récemment de l'impact potentiel des droits de douane. Ainsi, tout au long de l'exercice, le SBF 120 (NR)* a fluctué entre +10% et -10% par rapport à son niveau du 28 juin 2024 pour finalement afficher une hausse de 5.77%.

Sur la période le fonds affiche une performance brute très nettement supérieure à celle de son indice de référence indicatif*.

Les biais sectoriels ont eu un impact favorable. Le fonds a bénéficié principalement de la très bonne performance des banques, secteur sur lequel nous avons une surpondération importante. La sous-performance des secteurs de croissance tels que le luxe et les cosmétiques sur lesquels nous sommes sous-pondérés ont également eu un impact significatif sur la performance relative du fonds.

La sélection de titres est également positive. Parmi les hausses les plus importantes, on notera Société Générale qui a plus que doublé, les valeurs de la défense et de l'aviation, Dassault Aviation, Thales, Airbus et Safran, Technip Energies et deux valeurs dont on attendait une appréciation de la valorisation depuis longtemps, Orange et Engie.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

La stratégie a néanmoins rencontré quelques déceptions : Kering, Remy Cointreau et LVMH ont souffert du ralentissement du secteur.

Sur la période, entre autres mouvements, les positions sur Nestlé, Eurazeo et Vivendi ont été débouclées et des positions sur Bureau Veritas et Eurofins Scientific initiées.

La politique d'investissement du fonds reste dominée par la mise en œuvre du processus profitabilité et valorisation qui privilégie les sociétés sous-valorisées par rapport à leur profitabilité structurelle.

*SBF120 (NR) : dividendes nets réinvestis en euros

Performances

A la clôture de l'exercice, le Fonds affiche une performance de 9.41% pour les Parts AC et AD (Coupons réinvestis), 10.25% pour la Part BC. Les Parts ZC et IC sont inactives.

A titre de comparaison, l'indice de référence du Fonds a progressé de 5.77%.

La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs du Fonds.

PEA

En application des dispositions de l'Article 91 quater L du Code Général des Impôts, Annexe 2, le Fonds est investi de manière permanente à 75% au moins en titres et droits mentionnés aux a, b et c du 1° du I de l'article L. 221-31 du Code monétaire et financier.

Proportion d'investissement effectivement réalisé au cours de l'exercice : 96.44%.

Informations sur les revenus distribués éligibles à l'abattement de 40%

En application des dispositions de l'Article 41 sexdecies H du Code général des impôts, les revenus sur la part distribuant sont soumis à abattement de 40%.

Informations sur les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

Conformément à l'article L.533-22-1 du Code Monétaire et Financier, la politique sur la prise en compte dans la stratégie d'investissement des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (critères ESG) est disponible sur le site internet de la société de gestion www.assetmanagement.hsbc.fr.

Non prise en compte des critères de durabilité environnementale des activités économiques du règlement (UE) 2020/852

Le Fonds ne promeut pas des caractéristiques environnementales ou sociales au sens de l'article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement SFDR ») ou n'a pas un objectif d'investissement durable au sens de l'article 9 dudit règlement européen.

Dans ce cadre, les investissements sous-jacents du Fonds ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

sens du règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (dit « Règlement Taxonomie »).

Informations complémentaires en lien avec la réglementation sur les droits des actionnaires (SRD2)

Contribution aux performances à moyen et long terme

Au cours de la période sous revue, la stratégie d'investissement a été mise en œuvre de manière systématique et a donné des résultats conformes aux attentes qui nous permettent d'être confiants sur l'atteinte des objectifs de gestion en matière de performance et de risque sur l'horizon d'investissement recommandé pour ce Fonds.

La stratégie de gestion vise à identifier des valeurs présentant des décotes de valorisation relative à leur marché ou bien à leur secteur d'activité puis à valider cette sous-valorisation au travers d'une analyse fondamentale financière et extra financière portant notamment sur le caractère soutenable de la profitabilité de l'entreprise.

L'intégration des facteurs extra-financiers (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans l'analyse des cas d'investissement nous permet de mieux apprécier la solidité et la soutenabilité du ou des modèles économiques de l'entreprise étudiée et donc d'intégrer à sa valorisation des éléments de risque ou des opportunités que la seule analyse de ses états financiers n'aurait peut-être pas permis d'identifier.

✓ **Principaux risques importants**

Le Fonds encourt des risques à titre principal et à titre accessoire dont la liste est disponible dans le prospectus du Fonds.

✓ **Taux de rotation**

Taux de rotation du portefeuille : 2.00%.

La méthode utilisée pour le calcul du taux de rotation est la méthode SEC : $TO \text{ annuel} = \frac{\text{Min (Achat val mob ; Vente Val mob)}}{\text{AUM moyen}}$.

✓ **Gestion des conflits d'intérêts**

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu de conflits d'intérêts en lien avec les activités d'engagement.

Pendant cette période, la société de gestion a décidé d'avoir recours à un conseiller en vote, Institutional Shareholder Services (ISS), aux fins des activités d'engagement.

✓ **Prêt de titres**

La société de gestion ne pratique pas des opérations de prêt de titres durant l'exercice écoulé.

✓ **Informations relatives aux décisions d'investissement**

Les décisions d'investissement reposent sur une analyse fondamentale des entreprises incluses dans l'univers d'investissement. Les marchés ne sont pas toujours efficaces, et ne reflètent pas toujours la valorisation intrinsèque des entreprises.

Dans ce cadre, les décisions d'investissements se fondent sur une analyse fondamentale de long terme, permettant ainsi de profiter de ces opportunités qui découlent de la volatilité excessive des marchés financiers.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Les processus de gestion reposent sur l'exploitation des données issues de l'analyse fondamentale menée par nos équipes de recherche indépendante que ce soit dans le court, le moyen ou le long terme.

Par ailleurs, et quelle que soit la classe d'actifs, la prise en compte des risques et opportunités Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (intégration E.S.G) fait partie intégrante du processus de sélection de titres du gérant du Fonds ayant un objectif de surperformance dans la durée.

Événements intervenus sur le Fonds pendant l'exercice et à venir

➤ Le 22 juillet 2024

Une information sur les politiques relative à l'investissement responsable du Groupe HSBC (politique charbon et politique énergétique) a été précisée dans le prospectus.

De plus, les coûts récurrents et scénarios de performance ont été mis à jour dans les Documentations d'Informations Clés (DIC).

➤ Le 1^{er} janvier 2025

Mise à jour du prospectus avec l'actualisation de la rédaction des paragraphes suivants :

- ✓ Restrictions à l'émission et au rachat de parts /actions pour les US Persons.
- ✓ Restrictions à l'émission et au rachat de parts/actions pour les résidents canadiens.
- ✓ Mesures provisoires d'interdiction des souscriptions dans l'OPC à compter du 12 avril 2022.

➤ Le 1^{er} juillet 2025

Conformément aux évolutions réglementaires de l'Autorité des Marché Financier (AMF) intervenues le 6 octobre 2022, les « frais de fonctionnement et autres services » peuvent être prélevés sur la base de frais réels (modalité existante) ou sur la base d'un forfait prédéfini, dans les deux cas dans la limite du taux maximum prévu au prospectus.

A compter du 1er juillet 2025, HSBC Global Asset Management (France) a décidé de prélever les frais de fonctionnement et autres services sur une base d'un forfait prédéfini. Ainsi, le taux forfaitaire mentionné dans le prospectus du Fonds sera prélevé même si les frais réels sont inférieurs à celui-ci. A l'inverse, si les frais réels sont supérieurs au taux affiché, le dépassement de ce taux forfaitaire sera pris en charge par la société de gestion.

Par ailleurs, Les coûts récurrents et les scénarios de performances ont été mis à jour dans les Document d'Informations Clés (DIC).

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Information relative aux éléments de rémunération

HSBC Global Asset Management (France) a choisi conformément à la réglementation en vigueur de communiquer les informations relatives à la rémunération de son personnel pour la totalité des FIA et OPCVM de droit français qu'elle gère.

La rémunération versée par HSBC Global Asset Management (France) est composée d'une rémunération fixe et peut comprendre une composante variable sous forme de bonus discrétionnaire si les conditions économiques le permettent. Ces rémunérations variables ne sont pas liées à la performance des véhicules gérés. Il n'existe en outre pas d'intéressement aux plus-values.

HSBC Global Asset Management (France) applique la politique de rémunération du Groupe HSBC.

Cette politique Groupe intègre un grand nombre des principes énoncés dans la réglementation AIFM ainsi que dans la réglementation OPCVM.

HSBC Global Asset Management (France) a procédé à partir de 2014 à des aménagements de cette politique de rémunération afin de se conformer avec les règles spécifiques de la réglementation AIFM puis à la réglementation UCITS concernant la gestion de fonds conformes à ces réglementations respectives.

HSBC Global Asset Management (France) a notamment mis en place un mécanisme d'indexation en instruments sur la base d'un indice indexé sur un panier représentatif de tous les OPC dont la société de gestion est HSBC Global Asset Management (France) à l'exception des FCPE dits d'actionnariat salarié pour l'ensemble des collaborateurs qui bénéficient d'une rémunération différée dans le cadre à la fois de la réglementation AIFM et de la réglementation OPCVM.

La politique de rémunération de HSBC Global Asset Management (France) n'a pas d'incidence sur le profil de risque des FIA et des OPCVM.

La politique de rémunération complète de HSBC Global Asset Management (France) est disponible sur son site internet à l'adresse suivante : www.assetmanagement.hsbc.fr.

Ventilation des rémunérations fixes et variables de la société pour l'exercice 2024

L'information relative au montant total des rémunérations versées par la société de gestion à son personnel et le montant agrégé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel qui ont une incidence sur le profil de risque figure dans le tableau ci-dessous.

Les bénéficiaires des rémunérations au titre de l'année fiscale 2024 représentent une population de 303 personnes en 2024.

En 2024 et tel que défini dans la politique de rémunération d'HSBC Global Asset Management (France), 42 personnes ont été identifiées comme « Preneurs de risques » pour l'ensemble des portefeuilles gérés.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Les collaborateurs identifiés comme Preneurs de risques sont :

- Les membres du Conseil d'administration,
- Les dirigeants responsables et les membres du comité exécutif,
- Les responsables des pôles de gestion et du trading,
- Les responsables des ventes, produits et du marketing,
- Les responsables des fonctions de contrôle (risques, conformité et contrôle interne),
- Les responsables juridique, finance et des fonctions de support et administratives.

	2024				total €
	Rémunération fixe versée en 2024	Rémunération variable versée en mars 2024 (au titre de la performance 2023) + rémunérations variables différées acquises en 2024	dont rémunération variable non-différée	dont rémunération variable différée (*)	
Ensemble des collaborateurs AMFR y compris détachés in et succursales (hors détachés out) - 303 collaborateurs	29 260 925 €	12 520 610 €	11 244 402 €	1 276 208 €	41 781 535 €
Dont personnel ayant une incidence sur le profil de risque des AIF (42 collaborateurs)**	7 389 432 €	5 613 080 €	4 401 262 €	1 211 818 €	13 002 512 €
Dont cadres supérieurs (14 collaborateurs)**	2 420 314 €	1 584 813 €	1 322 258 €	320 690 €	4 005 127 €

(*) Prend en compte les actions différées définitivement acquises en 2024 ainsi que le cash différé indexé payé en 2024.

(**) Prend en compte les personnes mises à disposition ou affectées au prorata du temps de présence dans l'entreprise.

La rémunération variable n'intègre pas la participation et l'intéressement perçus en 2024 par les collaborateurs.

La Politique de Rémunération est présentée une fois par an au Comité des Rémunérations pour approbation après validation de la Conformité, de la fonction Risques, de la fonction Juridique et de la Direction Générale. Elle est adoptée par le Conseil d'Administration qui est responsable de sa mise en œuvre. En 2024, la revue annuelle de la politique de rémunération n'a fait l'objet d'aucun point d'attention particulier.

La politique de rémunération de HSBC Global Asset Management (France) fait l'objet une fois par an, d'une évaluation centrale et indépendante assurée par l'Audit Interne ou le Contrôle Interne conformément aux articles 319-10 I 4° et 321-125 I 4° du RG AMF. Les conclusions de la revue de contrôle de la politique de rémunération menée en 2024 sont satisfaisantes.

Informations relatives aux techniques de gestion efficace de portefeuille et instruments financiers dérivés utilisés par le Fonds, en application de la position AMF n°2013-06

Techniques de gestion efficace du portefeuille

A la date de la clôture de l'exercice, le Fonds n'avait pas recours aux techniques de gestion efficace de portefeuille.

Instruments financiers dérivés

A la date de la clôture de l'exercice, le Fonds n'avait pas recours aux instruments financiers dérivés.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Politique de réclamation aux fins de restitution de retenue à la source étrangère

Par l'arrêt Santander rendu le 10 mai 2012 (C-338/11 – Santander Asset Management SGIIC) la Cour de Justice de l'Union Européenne a considéré que « *le droit de l'Union s'oppose à la réglementation française qui impose à la source des dividendes d'origine nationale, lorsqu'ils sont perçus par des OPCVM résidents dans un autre Etat alors que de tels dividendes sont exonérés d'impôts pour les OPCVM résidant en France* ».

Cette décision est transposable dans différents pays de l'Union dont le régime de taxation des dividendes versés à des fonds d'investissement résidents et à des non-résidents apparaît comme étant discriminatoire au regard de la liberté de circulation des capitaux, garantie par le droit de l'Union.

Dans ce contexte, en qualité de société de gestion du Fonds, HSBC Global Asset Management (France) a suivi l'ensemble des étapes décrites dans le vade-mecum de l'Association Française des Sociétés de Gestion (AFG) (« - Remboursement des retenues à la source sur titres étrangers des OPCVM français » - version du 21 décembre 2012) afin d'identifier les opportunités puis d'initier des demandes de remboursement des retenues à la source prélevées en contrariété avec le droit européen.

Ainsi HSBC Global Asset Management (France) agit dans l'intérêt des porteurs de parts en procédant à des réclamations pour le compte du Fonds lorsque le seuil de matérialité, la probabilité de récupération et les coûts seraient favorables aux porteurs de parts. Cette politique de réclamation est bien entendu soumise à des aléas en termes de délais et de montants remboursés.

Le montant des remboursements effectivement reçus au titre de ces réclamations est : Néant.

La situation n'a pas évolué depuis la précédente clôture.

Risque global

La méthode retenue pour le calcul du risque global sur les instruments financiers à terme est la méthode du calcul de l'engagement.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
VIVENDI SE		3 120 271,56
SOCIETE GENERALE SA	544 705,44	2 172 438,81
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUI	846 860,36	845 742,15
EUROFINS SCIENTIFIC	952 372,89	507 264,39
VINCI SA	717 306,61	531 467,05
SANOFI		1 201 023,90
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN		1 175 333,92
BNP PARIBAS	230 106,40	821 809,95
SCHNEIDER ELECTRIC SE		984 855,11
BUREAU VERITAS SA	942 623,33	

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – règlement SFTR – en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opération relevant de la réglementation SFTR.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Informations réglementaires

Rapport sur le suivi des risques

Observation générale :

Sur la période sous revue, les modalités d'évaluation et de suivi des risques mises en place pour la gestion du fonds n'ont pas conduit à l'identification d'anomalie significative relative à son exposition au risque de marché, risque de crédit, risque de contrepartie et risque de liquidité.

Par ailleurs, aucune anomalie ayant un impact significatif en termes de risque de valorisation n'a été identifiée sur ladite période.

	Anomalie(s) significatives identifiée(s) relative(s) à la clôture du Fonds	Observations
1	Risque de Marché	Néant
2	Risque de Crédit	Néant
3	Risque de Contrepartie	Néant
4	Risque de Liquidité	Néant
5	Risque de Valorisation	Néant

Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires financiers

La société de gestion sélectionne les courtiers ou contreparties selon une procédure conforme à la réglementation qui lui est applicable. Dans le cadre de cette sélection, la société de gestion respecte à tout moment son obligation de « best execution ».

Les critères objectifs de sélection utilisés par la société de gestion sont notamment la qualité de l'exécution des ordres, les tarifs pratiqués, ainsi que la solidité financière de chaque courtier ou contrepartie.

Le choix des contreparties et des entreprises d'investissement, prestataires de services d'HSBC Global Asset Management (France) s'effectue selon un processus d'évaluation précis destiné à assurer à la société un service de qualité. Il s'agit d'un élément clé du processus de décision général qui intègre l'impact de la qualité du service du broker auprès de l'ensemble de nos départements : Gestion, Analyse financière et crédit, Négociation et Middle-Office, Juridique.

Le choix des contreparties peut se porter sur une entité liée au Groupe HSBC ou au dépositaire du Fonds.

La "Politique de meilleure exécution et de sélection des intermédiaires" est détaillée sur le site Internet de la société de gestion www.assetmanagement.hsbc.fr.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Rapport des frais d'intermédiation

Conformément à l'article 321-122 du Règlement Général de l'AMF et si les modalités prévues par ce même article sont remplies, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation pour l'exercice précédent est disponible sur le site Internet de la société de gestion : www.assetmanagement.hsbc.fr.

Exercice des droits de vote

La politique de vote de la société de gestion, ainsi que le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles les droits de vote ont été exercés peuvent être consultés sur le site Internet de la société de gestion : www.assetmanagement.hsbc.fr.

Utilisation d'instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée

Le tableau des instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée se trouve dans les annexes des comptes annuels du Fonds.

Politique relative aux conflits d'intérêt

Le Groupe HSBC, ou ses sociétés affiliées (ci-après dénommées HSBC), de par son envergure mondiale et le large éventail de services financiers proposés, est susceptible de temps à autre d'avoir des intérêts divergents de ceux de ses clients ou entrant en conflit avec les devoirs qu'il a à l'égard de ses clients. Il peut s'agir de conflits entre les intérêts d'HSBC, de ses sociétés affiliées ou de ses collaborateurs d'une part, et les intérêts de ses clients d'autre part, ou encore de conflits entre les clients eux-mêmes.

HSBC a défini des procédures dont l'objectif est d'identifier et de gérer de tels conflits, notamment des dispositions organisationnelles et administratives ayant vocation à protéger les intérêts des clients. Cette politique s'appuie sur un principe simple : les personnes prenant part à différentes activités induisant un conflit d'intérêts sont tenues d'exécuter lesdites activités indépendamment les unes des autres.

Le cas échéant, HSBC met en œuvre des mesures qui permettent de restreindre la transmission d'informations à certains collaborateurs, afin de protéger les intérêts des clients et de prévenir tout accès indu aux informations concernant les clients.

HSBC peut également agir pour compte propre et avoir comme contrepartie un client ou encore « matcher » les ordres de ses clients. Des procédures sont prévues pour protéger les intérêts des clients dans ce cas de figure.

Dans certains cas, les procédures et les contrôles de HSBC peuvent ne pas être suffisants afin de garantir qu'un conflit potentiel ne puisse porter atteinte aux intérêts d'un client. Dans ces circonstances, HSBC informe le client du conflit d'intérêts potentiel afin d'obtenir son accord exprès pour poursuivre l'activité. En tout état de cause, HSBC pourra refuser d'intervenir dans des circonstances où il existerait in fine un risque résiduel d'atteinte aux intérêts d'un client.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Certification du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 30 juin 2025)

HSBC ACTIONS FRANCE
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion
HSBC GLOBAL ASSET MANAGEMENT (FRANCE)
Immeuble Coeur Défense - Tour A
110 Esplanade du Général de Gaulle
92400 La Défense 4 - Courbevoie

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement HSBC ACTIONS FRANCE relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 29/06/2024 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre.
Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672
006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-
Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthodes comptables exposé dans l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre.
Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672
006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-
Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais réglementaires compte tenu du délai nécessaire à la finalisation de nos travaux.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Arnaud Percheron

2025.10.16 18:45:43 +0200



FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Comptes Annuels

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Bilan Actif au 30/06/2025 en EUR	30/06/2025
Immobilisations corporelles nettes	
Titres financiers	
Actions et valeurs assimilées (A)	231 749 858,96
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	231 749 858,96
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Obligations convertibles en actions (B)	
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Obligations et valeurs assimilées (C)	
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Titres de créances (D)	
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	
Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)	
OPCVM	
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne	
Autres OPC et fonds d'investissements	
Dépôts (F)	
Instruments financiers à terme (G)	
Opérations temporaires sur titres (H)	
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	
Créances représentatives de titres donnés en garantie	
Créances représentatives de titres financiers prêtés	
Titres financiers empruntés	
Titres financiers donnés en pension	
Autres opérations temporaires	
Prêts (I) (*)	
Autres actifs éligibles (J)	
Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)	231 749 858,96
Créances et comptes d'ajustement actifs	454 981,82
Comptes financiers	5 473 774,97
Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II	5 928 756,79
Total de l'actif I+II	237 678 615,75

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Bilan Passif au 30/06/2025 en EUR	30/06/2025
Capitaux propres :	
Capital	216 677 182,96
Report à nouveau sur revenu net	426,77
Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes	
Résultat net de l'exercice	20 423 680,56
Capitaux propres I	237 101 290,29
Passifs de financement II (*)	
Capitaux propres et passifs de financement (I+II)	237 101 290,29
Passifs éligibles :	
Instruments financiers (A)	
Opérations de cession sur instruments financiers	
Opérations temporaires sur titres financiers	
Instruments financiers à terme (B)	
Emprunts (C) (*)	
Autres passifs éligibles (D)	
Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D)	
Autres passifs :	
Dettes et comptes d'ajustement passifs	577 325,46
Concours bancaires	
Sous-total autres passifs IV	577 325,46
Total Passifs : I+II+III+IV	237 678 615,75

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Compte de résultat au 30/06/2025 en EUR	30/06/2025
Revenus financiers nets	
Produits sur opérations financières :	
Produits sur actions	8 724 904,26
Produits sur obligations	156 230,73
Produits sur titres de créances	
Produits sur parts d'OPC	
Produits sur instruments financiers à terme	
Produits sur opérations temporaires sur titres	
Produits sur prêts et créances	
Produits sur autres actifs et passifs éligibles	
Autres produits financiers	69 590,96
Sous-total produits sur opérations financières	8 950 725,95
Charges sur opérations financières :	
Charges sur opérations financières	
Charges sur instruments financiers à terme	
Charges sur opérations temporaires sur titres	
Charges sur emprunts	
Charges sur autres actifs et passifs éligibles	
Charges sur passifs de financement	
Autres charges financières	
Sous-total charges sur opérations financières	
Total revenus financiers nets (A)	8 950 725,95
Autres produits :	
Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC	
Versements en garantie de capital ou de performance	
Autres produits	
Autres charges :	
Frais de gestion de la société de gestion	-3 610 375,95
Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement	
Impôts et taxes	
Autres charges	
Sous-total autres produits et autres charges (B)	-3 610 375,95
Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B)	5 340 350,00
Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)	-48 387,19
Sous-total revenus nets I = (C+D)	5 291 962,81
Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :	
Plus ou moins-values réalisées	2 516 538,42
Frais de transactions externes et frais de cession	-19 891,49
Frais de recherche	
Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs	
Indemnités d'assurance perçues	
Versements en garantie de capital ou de performance reçus	
Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)	2 496 646,93
Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)	-58 253,15
Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F)	2 438 393,78

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Compte de résultat au 30/06/2025 en EUR	30/06/2025
Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :	
Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles	13 351 938,65
Écarts de change sur les comptes financiers en devises	-13 516,49
Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir	
Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs	
Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G)	13 338 422,16
Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)	-645 098,19
Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H)	12 693 323,97
Acomptes :	
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J)	
Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K)	
Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K)	
Impôt sur le résultat V (*)	
Résultat net I + II + III + IV + V	20 423 680,56

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Annexes

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

A. Informations générales

A1. Caractéristiques et activité de l'OPC à capital variable

A1a. Stratégie et profil de gestion

HSBC Actions France vise à obtenir à moyen-long terme une performance supérieure à celle du principal indice représentatif du marché des actions françaises, le SBF 120.

Le prospectus de l'OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

A1b. Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

	30/06/2021	30/06/2022	30/06/2023	28/06/2024	30/06/2025
Actif net Global en EUR	274 906 689,47	229 361 534,84	260 826 844,60	238 176 756,02	237 101 290,29
Part HSBC ACTIONS FRANCE AC en EUR					
Actif net	176 020 975,73	149 372 228,59	169 723 243,34	156 006 575,66	155 940 138,05
Nombre de titres	130 504,08100	121 883,70900	111 337,57300	101 174,96100	92 430,07400
Valeur liquidative unitaire	1 348,77	1 225,53	1 524,40	1 541,94	1 687,11
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	61,36	74,59	21,12	19,85	17,35
Capitalisation unitaire sur revenu	20,36	39,08	31,14	28,98	37,65
Part HSBC ACTIONS FRANCE AD en EUR					
Actif net	98 865 618,68	79 967 727,86	91 076 557,54	82 142 620,33	81 144 207,65
Nombre de titres	105 926,87800	95 680,22300	90 431,09500	82 317,64500	75 719,73400
Valeur liquidative unitaire	933,33	835,78	1 007,13	997,87	1 071,63
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	42,47	50,97	13,90	12,88	11,02
Distribution unitaire sur revenu	14,10	26,63	20,55	18,74	23,92
Crédit d'impôt unitaire (1)	0,15	0,37	0,36	0,16	(1)
Part HSBC ACTIONS FRANCE BC en EUR					
Actif net	20 095,06	21 578,39	27 043,72	27 560,03	16 944,59
Nombre de titres	173,474	203,474	203,474	203,474	113,474
Valeur liquidative unitaire	115,83	106,04	132,90	135,44	149,32
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	5,25	6,42	1,83	1,74	1,53
Capitalisation unitaire sur revenu	2,48	4,27	3,61	3,55	4,39

(1) Le crédit d'impôt unitaire ne sera déterminé qu'à la date de mise en distribution conformément aux dispositions fiscales en vigueur.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la première fois sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

1 Changements de méthodes comptables y compris de présentation en rapport avec l'application du nouveau règlement comptable relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable (Règlement ANC 2020- 07 modifié).

Ce nouveau règlement impose des changements de méthodes comptables dont des modifications de présentation des comptes annuels. La comparabilité avec les comptes de l'exercice précédent ne peut donc être réalisée.

NB : les états concernés sont (outre le bilan et le compte de résultat) : B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement ; D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets et D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes.

Ainsi, conformément au 2ème alinéa de l'article 3 du Règlement ANC 2020-07, les états financiers ne présentent pas les données de l'exercice précédent ; les états financiers N-1 sont intégrés dans l'annexe.

Ces changements portent essentiellement sur :

- la structure du bilan qui est désormais présentée par types d'actifs et de passifs éligibles, incluant les prêts et les emprunts ;
- la structure du compte de résultat qui est profondément modifiée ; le compte de résultat incluant notamment : les écarts de change sur comptes financiers , les plus ou moins-values latentes, les plus et moins-values réalisées et les frais de transactions ;
- la suppression du tableau de hors-bilan (une partie des informations sur les éléments de ce tableau figurent dorénavant dans les annexes) ;
- la suppression de l'option de comptabilisation des frais inclus au prix de revient (sans effet rétroactif pour les fonds appliquant anciennement la méthode des frais inclus) ;
- la distinction des obligations convertibles des autres obligations, ainsi que leurs enregistrements comptables respectifs ;
- une nouvelle classification des fonds cibles détenus en portefeuille selon le modèle : OPCVM / FIA / Autres ;
- la comptabilisation des engagements sur changes à terme qui n'est plus faite au niveau du bilan mais au niveau du hors-bilan, avec une information sur les changes à terme couvrant une part spécifique ;
- l'ajout d'informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés ;
- la présentation de l'inventaire qui distingue désormais les actifs et passifs éligibles et les instruments financiers à terme ;
- l'adoption d'un modèle de présentation unique pour tous les types d'OPC ;
- la suppression de l'agrégation des comptes pour les fonds à compartiments.

2 Règles et méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent (sous réserve des changements décrits ci-avant) :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « Plus ou moins-values latentes ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatifs à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et les commissions de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvements facturées à l'OPCVM ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Frais facturés à l'OPCVM :	Assiette	Taux barème		
		Parts A	Parts B et I	Part Z
Frais de gestion financière ⁽¹⁾	Actif net	1.50% TTC maximum	0.75% TTC maximum	Néant
Frais de fonctionnement et autres services ⁽²⁾	Actif net	0.10 % TTC maximum		
Frais de gestion maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	Non significatifs *		
Commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Néant		
Commission de surperformance	Actif net	Néant		

* La part investie en OPC étant inférieure au seuil réglementaire de 20%

⁽¹⁾Un pourcentage des frais de gestion peut être rétrocédé à des tiers distributeurs afin de rémunérer l'acte de commercialisation de l'OPCVM.

⁽²⁾Les frais de fonctionnement et autres services comprennent :

I. Frais d'enregistrement et de référencement de l'OPCVM :

- les frais liés à l'enregistrement de l'OPCVM dans d'autres Etats membres (y compris les frais facturés par des conseils (avocats, consultants, etc.) au titre de la réalisation des formalités de commercialisation auprès du régulateur local en lieu et place de la SGP) ;
- les frais de référencement de l'OPCVM et publications des valeurs liquidatives pour l'information des investisseurs ;
- les frais des plateformes de distribution (hors rétrocessions) ; Agents dans les pays étrangers qui font l'interface avec la distribution.

II. Frais d'information clients et distributeurs :

- les frais de constitution et de diffusion des DIC/prospectus et reportings réglementaires ;
- les frais liés aux communications d'informations réglementaires aux distributeurs ;
- les frais d'Information aux porteurs par tout moyen ;
- les informations particulières aux porteurs directs et indirects ;
- les coûts d'administration des sites internet ;
- les frais de traduction spécifiques à l'OPCVM.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

III. Frais des données :

- les coûts de licence de l'indice de référence utilisé ;
- les frais des données utilisées pour rediffusion à des tiers.

IV. Frais de dépositaire, juridiques, audit, fiscalité, etc :

- les frais de commissariat aux comptes ;
- les frais liés au dépositaire ;
- les frais liés à la délégation de gestion administrative et comptable ;
- les frais fiscaux y compris avocat et expert externe (récupération de retenues à la source pour le compte du fonds, 'Tax agent' local...) ;
- les frais juridiques propres à l'OPCVM.

V. Frais liés au respect d'obligations réglementaires et aux reporting régulateurs :

- les frais de mise en œuvre des reportings réglementaires au régulateur spécifiques à l'OPCVM ;
- les cotisations Associations professionnelles obligatoires ;
- les frais de fonctionnement du déploiement des politiques de vote aux Assemblées Générales.

Pourront s'ajouter aux frais facturés à l'OPCVM et listés ci-dessus, les coûts suivants :

- les contributions dues pour la gestion de l'OPCVM en application du 4° du II de l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier ;
- les impôts, taxes, redevances et droits gouvernementaux (en relation avec l'OPCVM) exceptionnels et non récurrents ;
- les coûts exceptionnels et non récurrents en vue d'un recouvrement des créances (ex : Lehman) ou d'une procédure pour faire valoir un droit (ex : procédure de class action).

Swing pricing

Mécanisme de Swing Pricing

La Société de gestion a mis en place une méthode d'ajustement de la valeur liquidative du Fonds dite de Swing Pricing avec seuil de déclenchement, aux fins de préserver l'intérêt des porteurs de parts présents dans le Fonds.

Ce mécanisme consiste à faire supporter aux investisseurs lors de mouvements de souscriptions et rachats significatifs le coût du réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement ou de désinvestissement pouvant provenir des frais de transactions, des fourchettes d'achat-vente, ainsi que des taxes ou impôts applicables à l'OPC.

Dès lors que le solde net des ordres de souscriptions et de rachats des investisseurs est supérieur à un seuil prédéterminé, dit seuil de déclenchement, il est procédé à un ajustement de la valeur liquidative.

La valeur liquidative est ajustée à la hausse ou à la baisse si le solde des souscriptions - rachats est respectivement positif ou négatif afin de prendre en compte les coûts de réajustement imputables aux ordres de souscriptions et rachats nets.

Le seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif net du Fonds.

Les paramètres de seuil de déclenchement et de facteur d'ajustement de la valeur liquidative sont déterminés par la Société de gestion et revus périodiquement.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

La valeur liquidative ajustée, dite "swinguée" est la seule valeur liquidative du Fonds, par voie de conséquence elle est la seule communiquée aux porteurs de parts et publiée.

En raison de l'application du Swing Pricing avec seuil de déclenchement, la volatilité de l'OPC peut ne pas provenir uniquement de celle des instruments financiers détenus en portefeuille.

Conformément aux dispositions réglementaires la société de gestion ne communique pas sur les niveaux de seuil de déclenchement et veille à ce que les circuits d'information internes soient restreints afin de préserver le caractère confidentiel de l'information.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le revenu :

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Conformément à la réglementation pour les parts ouvrant droit à distribution :

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part HSBC ACTIONS FRANCE BC	Capitalisation	Capitalisation
Part HSBC ACTIONS FRANCE AC	Capitalisation	Capitalisation
Part HSBC ACTIONS FRANCE AD	Distribution	Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report par décision de la société de gestion

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR	30/06/2025
Capitaux propres début d'exercice	238 176 756,02
Flux de l'exercice :	
Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC)	5 360 617,03
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC)	-26 094 930,60
Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation	5 340 350,00
Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation	2 496 646,93
Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation	13 338 422,16
Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets	-1 516 571,25
Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes	
Autres éléments	
Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)	237 101 290,29

B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

B3. Evolution du nombre de parts au cours de l'exercice

B3a. Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

	En parts	En montant
Part HSBC ACTIONS FRANCE AC		
Parts souscrites durant l'exercice	2 256,84600	3 557 139,78
Parts rachetées durant l'exercice	-11 001,73300	-17 551 493,79
Solde net des souscriptions/rachats	-8 744,88700	-13 994 354,01
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	92 430,07400	
Part HSBC ACTIONS FRANCE AD		
Parts souscrites durant l'exercice	1 809,37400	1 803 477,25
Parts rachetées durant l'exercice	-8 407,28500	-8 531 245,41
Solde net des souscriptions/rachats	-6 597,91100	-6 727 768,16
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	75 719,73400	
Part HSBC ACTIONS FRANCE BC		
Parts souscrites durant l'exercice		
Parts rachetées durant l'exercice	-90,000	-12 191,40
Solde net des souscriptions/rachats	-90,000	-12 191,40
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	113,474	

B3b. Commissions de souscription et/ou rachat acquises

	En montant
Part HSBC ACTIONS FRANCE AC	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Part HSBC ACTIONS FRANCE AD	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Part HSBC ACTIONS FRANCE BC	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B6. Ventilation de l'actif net par nature de parts

Libellé de la part Code ISIN	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées	Devise de la part	Actif net par part	Nombre de parts	Valeur liquidative
HSBC ACTIONS FRANCE AC FR0000439226	Capitalisation	Capitalisation	EUR	155 940 138,05	92 430,07400	1 687,11
HSBC ACTIONS FRANCE AD FR0000421398	Distribution	Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report par décision de la société de gestion	EUR	81 144 207,65	75 719,73400	1 071,63
HSBC ACTIONS FRANCE BC FR0013286713	Capitalisation	Capitalisation	EUR	16 944,59	113,474	149,32

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés

C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition

C1a. Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions significatives par pays				
		Pays 1	Pays 2	Pays 3	Pays 4	Pays 5
		FRANCE	PAYS-BAS	SUISSE	ITALIE	LUXEMBOURG
		+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif						
Actions et valeurs assimilées	231 749,86	211 806,61	10 081,84	3 412,76	3 238,50	3 210,15
Opérations temporaires sur titres						
Passif						
Opérations de cession sur instruments financiers						
Opérations temporaires sur titres						
Hors-bilan						
Futures		NA	NA	NA	NA	NA
Options		NA	NA	NA	NA	NA
Swaps		NA	NA	NA	NA	NA
Autres instruments financiers		NA	NA	NA	NA	NA
Total	231 749,86					

C1b. Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Décomposition de l'exposition par maturité			Décomposition par niveau de deltas	
		<= 1 an	1<X<=5 ans	> 5 ans	<= 0,6	0,6<X<=1
Total						

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

C1c. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions par type de taux			
		Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Actif					
Dépôts					
Obligations					
Titres de créances					
Opérations temporaires sur titres					
Comptes financiers	5 473,77				5 473,77
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers					
Opérations temporaires sur titres					
Emprunts					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Futures	NA				
Options	NA				
Swaps	NA				
Autres instruments financiers	NA				
Total					5 473,77

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

C1d. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

Montants exprimés en milliers EUR	[0 - 3 mois] (*)	]3 - 6 mois] (*)	]6 - 12 mois] (*)	]1 - 3 ans] (*)	]3 - 5 ans] (*)	]5 - 10 ans] (*)	>10 ans (*)
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif							
Dépôts							
Obligations							
Titres de créances							
Opérations temporaires sur titres							
Comptes financiers	5 473,77						
Passif							
Opérations de cession sur instruments financiers							
Opérations temporaires sur titres							
Emprunts							
Comptes financiers							
Hors-bilan							
Futures							
Options							
Swaps							
Autres instruments							
Total	5 473,77						

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

C1e. Exposition directe sur le marché des devises

Montants exprimés en milliers EUR	Devise 1 USD +/-	Devise 2 +/-	Devise 3 +/-	Devise 4 +/-	Devise N +/-
Actif					
Dépôts					
Actions et valeurs assimilées					
Obligations et valeurs assimilées					
Titres de créances					
Opérations temporaires sur titres					
Créances					
Comptes financiers	153,14				
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers					
Opérations temporaires sur titres					
Emprunts					
Dettes					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Devises à recevoir					
Devises à livrer					
Futures options swaps					
Autres opérations					
Total	153,14				

C1f. Exposition directe aux marchés de crédit

Montants exprimés en milliers EUR	Invest. Grade +/-	Non Invest. Grade +/-	Non notés +/-
Actif			
Obligations convertibles en actions			
Obligations et valeurs assimilées			
Titres de créances			
Opérations temporaires sur titres			
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers			
Opérations temporaires sur titres			
Hors-bilan			
Dérivés de crédits			
Solde net			

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

C1g. Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

Contreparties (montants exprimés en milliers EUR)	Valeur actuelle constitutive d'une créance	Valeur actuelle constitutive d'une dette
Opérations figurant à l'actif du bilan		
Dépôts		
Instruments financiers à terme non compensés		
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension		
Créances représentatives de titres donnés en garantie		
Créances représentatives de titres financiers prêtés		
Titres financiers empruntés		
Titres reçus en garantie		
Titres financiers donnés en pension		
Créances		
Collatéral espèces		
Dépôt de garantie espèces versé		
Opérations figurant au passif du bilan		
Dettes représentatives des titres donnés en pension		
Instruments financiers à terme non compensés		
Dettes		
Collatéral espèces		

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat

D1. Créances et dettes : ventilation par nature

	Nature de débit/crédit	30/06/2025
Créances		
	Ventes à règlement différé	246 526,12
	Coupons et dividendes en espèces	208 455,70
Total des créances		454 981,82
Dettes		
	Achats à règlement différé	239 834,22
	Frais de gestion fixe	337 491,24
Total des dettes		577 325,46
Total des créances et des dettes		-122 343,64

D2. Frais de gestion, autres frais et charges

	30/06/2025
Part HSBC ACTIONS FRANCE AC	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	2 372 012,39
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,53
Rétrocessions des frais de gestion	
Part HSBC ACTIONS FRANCE AD	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	1 238 194,99
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,53
Rétrocessions des frais de gestion	
Part HSBC ACTIONS FRANCE BC	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	168,57
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,78
Rétrocessions des frais de gestion	

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

D3. Engagements reçus et donnés

Autres engagements (par nature de produit)	30/06/2025
Garanties reçues - dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	
Garanties données - dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Engagements de financement reçus mais non encore tirés	
Engagements de financement donnés mais non encore tirés	
Autres engagements hors bilan	
Total	

D4. Autres informations

D4a. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/06/2025
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

D4b. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/06/2025
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables

D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	30/06/2025
Revenus nets	5 291 962,81
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice	
Revenus de l'exercice à affecter	5 291 962,81
Report à nouveau	426,77
Sommes distribuables au titre du revenu net	5 292 389,58

Part HSBC ACTIONS FRANCE AC

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	30/06/2025
Revenus nets	3 480 237,27
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	
Revenus de l'exercice à affecter (**)	3 480 237,27
Report à nouveau	
Sommes distribuables au titre du revenu net	3 480 237,27
Affectation :	
Distribution	
Report à nouveau du revenu de l'exercice	
Capitalisation	3 480 237,27
Total	3 480 237,27
* Information relative aux acomptes versés	
Montant unitaire	
Crédits d'impôt totaux	
Crédits d'impôt unitaires	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Part HSBC ACTIONS FRANCE AD

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	30/06/2025
Revenus nets	1 811 227,27
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	
Revenus de l'exercice à affecter (**)	1 811 227,27
Report à nouveau	426,77
Sommes distribuables au titre du revenu net	1 811 654,04
Affectation :	
Distribution	1 811 216,04
Report à nouveau du revenu de l'exercice	438,00
Capitalisation	
Total	1 811 654,04
* Information relative aux acomptes versés	
Montant unitaire	
Crédits d'impôt totaux	
Crédits d'impôt unitaires	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	75 719,73400
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	23,92
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	13 959,62

Part HSBC ACTIONS FRANCE BC

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	30/06/2025
Revenus nets	498,27
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	
Revenus de l'exercice à affecter (**)	498,27
Report à nouveau	
Sommes distribuables au titre du revenu net	498,27
Affectation :	
Distribution	
Report à nouveau du revenu de l'exercice	
Capitalisation	498,27
Total	498,27
* Information relative aux acomptes versés	
Montant unitaire	
Crédits d'impôt totaux	
Crédits d'impôt unitaires	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	30/06/2025
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice	2 438 393,78
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	2 438 393,78
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	2 438 393,78

Part HSBC ACTIONS FRANCE AC

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	30/06/2025
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	1 603 696,72
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	1 603 696,72
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	1 603 696,72
Affectation : Distribution Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes Capitalisation	1 603 696,72
Total	1 603 696,72
* Information relative aux acomptes versés Acomptes unitaires versés	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution Nombre de parts Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

Part HSBC ACTIONS FRANCE AD

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	30/06/2025
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	834 523,18
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	834 523,18
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	834 523,18
Affectation :	
Distribution	
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	
Capitalisation	834 523,18
Total	834 523,18
* Information relative aux acomptes versés	
Acomptes unitaires versés	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	

Part HSBC ACTIONS FRANCE BC

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	30/06/2025
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	173,88
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	173,88
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	173,88
Affectation :	
Distribution	
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	
Capitalisation	173,88
Total	173,88
* Information relative aux acomptes versés	
Acomptes unitaires versés	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

E. Inventaire des actifs et passifs en EUR

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILÉES			231 749 858,96	97,74
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			231 749 858,96	97,74
Assurance			14 322 287,34	6,04
AXA SA	EUR	300 580	12 525 168,60	5,28
SCOR SE	EUR	64 137	1 797 118,74	0,76
Automobiles			1 805 379,94	0,76
RENAULT SA	EUR	46 138	1 805 379,94	0,76
Banques commerciales			25 404 844,91	10,71
BNP PARIBAS	EUR	192 273	14 674 275,36	6,18
SOCIETE GENERALE SA	EUR	221 021	10 730 569,55	4,53
Biens de consommation durables			1 765 484,10	0,74
SEB SA	EUR	22 041	1 765 484,10	0,74
Boissons			3 266 214,12	1,38
PERNOD RICARD SA	EUR	31 569	2 670 737,40	1,13
REMY COINTREAU	EUR	13 746	595 476,72	0,25
Composants automobiles			4 968 622,36	2,10
MICHELIN (CGDE)	EUR	157 534	4 968 622,36	2,10
Construction et ingénierie			4 021 071,66	1,70
TECHNIP ENERGIES NV	EUR	112 509	4 021 071,66	1,70
Courrier, fret aérien et logistique			2 849 720,00	1,20
COMPAGNIE DE L'ODET SA	EUR	1 910	2 849 720,00	1,20
Distribution de produits alimentaires de première nécessité			2 440 754,82	1,03
CARREFOUR SA	EUR	203 906	2 440 754,82	1,03
Equipements électriques			15 331 594,20	6,47
SCHNEIDER ELECTRIC SE	EUR	67 899	15 331 594,20	6,47
FPI Bureautiques			3 076 287,60	1,30
GECINA SA	EUR	32 972	3 076 287,60	1,30
Hôtels, restaurants et loisirs			1 438 579,80	0,61
SODEXO SA	EUR	27 559	1 438 579,80	0,61
Industrie aérospatiale et défense			20 414 294,76	8,61
AIRBUS SE	EUR	56 876	10 081 839,76	4,25
SAFRAN SA	EUR	37 450	10 332 455,00	4,36
Logiciels			9 974 348,10	4,21
VINCI SA	EUR	79 731	9 974 348,10	4,21
Machines			1 963 632,84	0,83
VALLOUREC SA	EUR	125 112	1 963 632,84	0,83

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Media			8 066 223,36	3,40
IPSOS	EUR	62 144	2 827 552,00	1,19
PUBLICIS GROUPE	EUR	54 752	5 238 671,36	2,21
Métaux et minerais			5 271 188,27	2,22
ARCELORMITTAL	EUR	96 081	2 581 696,47	1,09
DASSAULT AVIATION SA	EUR	8 959	2 689 491,80	1,13
Outils et services appliqués aux sciences biologiques			628 455,12	0,27
EUROFINS SCIENTIFIC	EUR	10 398	628 455,12	0,27
Pétrole et gaz			16 015 606,76	6,75
ENI SPA	EUR	235 356	3 238 498,56	1,37
TOTALENERGIES SE	EUR	245 242	12 777 108,20	5,38
Produits alimentaires			4 439 525,52	1,87
DANONE	EUR	64 007	4 439 525,52	1,87
Produits pharmaceutiques			9 256 188,32	3,90
SANOFI	EUR	112 592	9 256 188,32	3,90
Produits pour l'industrie du bâtiment			8 992 709,28	3,79
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN	EUR	90 252	8 992 709,28	3,79
Semi-conducteurs et équipements pour fabrication			3 412 760,72	1,44
STMICROELECTRONICS NV	EUR	131 589	3 412 760,72	1,44
Services aux collectivités			14 510 217,18	6,12
ENGIE	EUR	458 181	9 129 256,43	3,85
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	177 883	5 380 960,75	2,27
Services aux entreprises			3 877 581,06	1,64
ELIS SA	EUR	159 309	3 877 581,06	1,64
Services aux professionnels			2 592 773,38	1,09
BUREAU VERITAS SA	EUR	32 687	945 961,78	0,40
TELEPERFORMANCE	EUR	20 005	1 646 811,60	0,69
Services de télécommunication diversifiés			5 172 134,63	2,18
ORANGE	EUR	400 475	5 172 134,63	2,18
Services financiers diversifiés			2 275 407,76	0,96
PEUGEOT INVEST	EUR	22 363	1 645 916,80	0,69
TIKEHAU CAPITAL	EUR	33 201	629 490,96	0,27
Services liés aux technologies de l'information			16 426 583,15	6,93
CAPGEMINI SE	EUR	40 235	5 836 086,75	2,46
SOPRA STERIA GROUP	EUR	19 613	4 055 968,40	1,71
THALES	EUR	26 180	6 534 528,00	2,76
Sociétés commerciales et de distribution			2 611 150,74	1,10
REXEL SA	EUR	99 891	2 611 150,74	1,10

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Textiles, habillement et produits de luxe			15 158 237,16	6,39
CHRISTIAN DIOR SE	EUR	8 145	3 458 367,00	1,46
KERING	EUR	10 526	1 942 678,56	0,82
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUI	EUR	21 946	9 757 191,60	4,11
Total			231 749 858,96	97,74

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

E2. Inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant (*)	Devise	Montant (*)
Total						

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

E3. Inventaire des instruments financiers à terme

E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3c. Inventaire des instruments financiers à terme - de change

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

E3d. Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3e. Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie de part

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

FCP HSBC ACTIONS FRANCE

E5. Synthèse de l'inventaire

	Valeur actuelle présentée au bilan
Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT)	231 749 858,96
Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) :	
Total opérations à terme de devises	
Total instruments financiers à terme - actions	
Total instruments financiers à terme - taux	
Total instruments financiers à terme - change	
Total instruments financiers à terme - crédit	
Total instruments financiers à terme - autres expositions	
Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises	
Autres actifs (+)	5 928 756,79
Autres passifs (-)	-577 325,46
Passifs de financement (-)	
Total = actif net	237 101 290,29

Libellé de la part	Devise de la part	Nombre de parts	Valeur liquidative
Part HSBC ACTIONS FRANCE AC	EUR	92 430,07400	1 687,11
Part HSBC ACTIONS FRANCE AD	EUR	75 719,73400	1 071,63
Part HSBC ACTIONS FRANCE BC	EUR	113,474	149,32

HSBC ACTIONS FRANCE

COMPTES ANNUELS
28/06/2024

BILAN ACTIF AU 28/06/2024 EN EUR

	28/06/2024	30/06/2023
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	235 383 933,80	255 060 134,79
Actions et valeurs assimilées	235 383 933,80	255 060 134,79
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	235 383 933,80	255 060 134,79
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	0,00	0,00
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	0,00	0,00
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	193 087,46	207 624,70
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	193 087,46	207 624,70
COMPTES FINANCIERS	2 920 777,78	5 918 631,80
Liquidités	2 920 777,78	5 918 631,80
TOTAL DE L'ACTIF	238 497 799,04	261 186 391,29

BILAN PASSIF AU 28/06/2024 EN EUR

	28/06/2024	30/06/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital	230 630 778,08	251 890 860,70
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	299,06	625,97
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	3 069 950,43	3 609 449,41
Résultat de l'exercice (a,b)	4 475 728,45	5 325 908,52
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	238 176 756,02	260 826 844,60
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	321 043,02	359 546,69
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	321 043,02	359 546,69
COMPTES FINANCIERS	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	238 497 799,04	261 186 391,29

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 28/06/2024 EN EUR

	28/06/2024	30/06/2023
OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00

COMPTE DE RÉSULTAT AU 28/06/2024 EN EUR

	28/06/2024	30/06/2023
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	88 642,70	64 459,88
Produits sur actions et valeurs assimilées	8 243 916,71	9 149 736,78
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	8 332 559,41	9 214 196,66
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	0,00	10 783,81
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	0,00	10 783,81
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	8 332 559,41	9 203 412,85
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	3 851 379,97	3 804 259,88
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	4 481 179,44	5 399 152,97
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-5 450,99	-73 244,45
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	4 475 728,45	5 325 908,52

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Frais facturés à l'OPCVM :	Assiette	Taux barème		
		Parts A	Parts B et I	Part Z
Frais de gestion financière ⁽¹⁾	Actif net	1.50% TTC maximum	0.75% TTC maximum	Néant
Frais de fonctionnement et autres services ⁽²⁾	Actif net	0.10 % TTC maximum		
Frais de gestion maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	Non significatifs *		
Commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Néant		
Commission de surperformance	Actif net	Néant		

* La part investie en OPC étant inférieure au seuil réglementaire de 20%

(1) Un pourcentage des frais de gestion peut être rétrocédé à des tiers distributeurs afin de rémunérer l'acte de commercialisation de l'OPCVM

(2) Les frais de fonctionnement et autres services comprennent :

I. Frais d'enregistrement et de référencement de l'OPCVM :

- les frais liés à l'enregistrement de l'OPCVM dans d'autres Etats membres (y compris les frais facturés par des conseils (avocats, consultants, etc.) au titre de la réalisation des formalités de commercialisation auprès du régulateur local en lieu et place de la SGP) ;
- les frais de référencement de l'OPCVM et publications des valeurs liquidatives pour l'information des investisseurs ;
- les frais des plateformes de distribution (hors rétrocessions) ; Agents dans les pays étrangers qui font l'interface avec la distribution

II. Frais d'information clients et distributeurs :

- les frais de constitution et de diffusion des DIC/prospectus et reportings réglementaires ;
- les frais liés aux communications d'informations réglementaires aux distributeurs ;
- les frais d'Information aux porteurs par tout moyen ;
- les informations particulières aux porteurs directs et indirects ;
- les coûts d'administration des sites internet ;
- les frais de traduction spécifiques à l'OPCVM.

III. Frais des données :

- les coûts de licence de l'indice de référence utilisé ;
- les frais des données utilisées pour rediffusion à des tiers.

IV. Frais de dépositaire, juridiques, audit, fiscalité, etc :

- les frais de commissariat aux comptes ;
- les frais liés au dépositaire ;
- les frais liés à la délégation de gestion administrative et comptable ;
- les frais fiscaux y compris avocat et expert externe (récupération de retenues à la source pour le compte du fonds, 'Tax agent' local...);
- les frais juridiques propres à l'OPCVM.

V. Frais liés au respect d'obligations réglementaires et aux reporting régulateurs :

- les frais de mise en œuvre des reportings réglementaires au régulateur spécifiques à l'OPCVM ;
- les cotisations Associations professionnelles obligatoires ;
- les frais de fonctionnement du déploiement des politiques de vote aux Assemblées Générales.

Swing pricing

Mécanisme de Swing Pricing

La Société de gestion a mis en place une méthode d'ajustement de la valeur liquidative du Fonds dite de Swing Pricing avec seuil de déclenchement, aux fins de préserver l'intérêt des porteurs de parts présents dans le Fonds.

Ce mécanisme consiste à faire supporter aux investisseurs lors de mouvements de souscriptions et rachats significatifs le coût du réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement ou de désinvestissement pouvant provenir des frais de transactions, des fourchettes d'achat-vente, ainsi que des taxes ou impôts applicables à l'OPC.

Dès lors que le solde net des ordres de souscriptions et de rachats des investisseurs est supérieur à un seuil prédéterminé, dit seuil de déclenchement, il est procédé à un ajustement de la valeur liquidative.

La valeur liquidative est ajustée à la hausse ou à la baisse si le solde des souscriptions - rachats est respectivement positif ou négatif afin de prendre en compte les coûts de réajustement imputables aux ordres de souscriptions et rachats nets.

Le seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif net du Fonds.

Les paramètres de seuil de déclenchement et de facteur d'ajustement de la valeur liquidative sont déterminés par la Société de gestion et revus périodiquement.

La valeur liquidative ajustée, dite "swinguée" est la seule valeur liquidative du Fonds, par voie de conséquence elle est la seule communiquée aux porteurs de parts et publiée.

En raison de l'application du Swing Pricing avec seuil de déclenchement, la volatilité de l'OPC peut ne pas provenir uniquement de celle des instruments financiers détenus en portefeuille.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus. Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, rémunération ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AC	Capitalisation	Capitalisation
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AD	Distribution	Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report par décision de la société de gestion
Parts HSBC ACTIONS FRANCE BC	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 28/06/2024 EN EUR

	28/06/2024	30/06/2023
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	260 826 844,60	229 361 534,84
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	8 627 783,03	7 990 872,80
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-32 736 807,92	-27 971 712,93
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	11 324 179,13	6 006 458,03
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-8 112 857,43	-2 213 790,22
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Frais de transactions	-46 781,05	-33 543,41
Différences de change	1 712,94	-3 496,09
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-4 365 820,68	44 811 805,86
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>68 226 198,07</i>	<i>72 592 018,75</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-72 592 018,75</i>	<i>-27 780 212,89</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-1 822 676,04	-2 520 437,25
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	4 481 179,44	5 399 152,97
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	238 176 756,02	260 826 844,60

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 920 777,78	1,23
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	2 920 777,78	1,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2		Devise 3		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	124 348,46	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	28/06/2024
CRÉANCES		
	Coupons et dividendes en espèces	193 087,46
TOTAL DES CRÉANCES		193 087,46
DETTES		
	Frais de gestion fixe	321 043,02
TOTAL DES DETTES		321 043,02
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-127 955,56

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part HSBC ACTIONS FRANCE AC		
Parts souscrites durant l'exercice	4 357,82500	6 841 925,53
Parts rachetées durant l'exercice	-14 520,43700	-22 655 035,34
Solde net des souscriptions/rachats	-10 162,61200	-15 813 109,81
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	101 174,96100	
Part HSBC ACTIONS FRANCE AD		
Parts souscrites durant l'exercice	1 811,44600	1 785 857,50
Parts rachetées durant l'exercice	-9 924,89600	-10 081 772,58
Solde net des souscriptions/rachats	-8 113,45000	-8 295 915,08
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	82 317,64500	
Part HSBC ACTIONS FRANCE BC		
Parts souscrites durant l'exercice	0,00	0,00
Parts rachetées durant l'exercice	0,00	0,00
Solde net des souscriptions/rachats	0,00	0,00
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	203,474	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part HSBC ACTIONS FRANCE AC	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
Part HSBC ACTIONS FRANCE AD	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
Part HSBC ACTIONS FRANCE BC	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	28/06/2024
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AC	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	2 517 382,21
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,53
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AD	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	1 333 783,40
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,53
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
Parts HSBC ACTIONS FRANCE BC	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	214,36
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,78
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	28/06/2024
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	28/06/2024
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	28/06/2024
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			0,00
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			0,00

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	28/06/2024	30/06/2023
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	299,06	625,97
Résultat	4 475 728,45	5 325 908,52
Acomptes versés sur résultat de l'exercice	0,00	0,00
Total	4 476 027,51	5 326 534,49

	28/06/2024	30/06/2023
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	2 932 207,55	3 467 111,23
Total	2 932 207,55	3 467 111,23

	28/06/2024	30/06/2023
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AD		
Affectation		
Distribution	1 542 632,67	1 858 359,00
Report à nouveau de l'exercice	463,31	328,00
Capitalisation	0,00	0,00
Total	1 543 095,98	1 858 687,00
Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	82 317,64500	90 431,09500
Distribution unitaire	18,74	20,55
Crédit d'impôt		
Crédit d'impôt attachés à la distribution du résultat	12 941,68	32 177,51

	28/06/2024	30/06/2023
Parts HSBC ACTIONS FRANCE BC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	723,98	736,26
Total	723,98	736,26

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	28/06/2024	30/06/2023
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	3 069 950,43	3 609 449,41
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	3 069 950,43	3 609 449,41

	28/06/2024	30/06/2023
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	2 009 301,30	2 351 929,05
Total	2 009 301,30	2 351 929,05

	28/06/2024	30/06/2023
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AD		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	1 060 294,85	1 257 146,66
Total	1 060 294,85	1 257 146,66

	28/06/2024	30/06/2023
Parts HSBC ACTIONS FRANCE BC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	354,28	373,70
Total	354,28	373,70

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/06/2020	30/06/2021	30/06/2022	30/06/2023	28/06/2024
Actif net Global en EUR	228 729 835,29	274 906 689,47	229 361 534,84	260 826 844,60	238 176 756,02
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AC en EUR					
Actif net	146 086 714,67	176 020 975,73	149 372 228,59	169 723 243,34	156 006 575,66
Nombre de titres	145 700,40300	130 504,08100	121 883,70900	111 337,57300	101 174,96100
Valeur liquidative unitaire	1 002,65	1 348,77	1 225,53	1 524,40	1 541,94
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	15,68	61,36	74,59	21,12	19,85
Capitalisation unitaire sur résultat	1,86	20,36	39,08	31,14	28,98
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AD en EUR					
Actif net	82 628 294,85	98 865 618,68	79 967 727,86	91 076 557,54	82 142 620,33
Nombre de titres	118 868,12900	105 926,87800	95 680,22300	90 431,09500	82 317,64500
Valeur liquidative unitaire	695,12	933,33	835,78	1 007,13	997,87
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	10,92	42,47	50,97	13,90	12,88
Distribution unitaire sur résultat	1,33	14,10	26,63	20,55	18,74
Crédit d'impôt unitaire	0,001	0,15	0,374	0,362	0,00 (*)
Parts HSBC ACTIONS FRANCE BC en EUR					
Actif net	14 825,77	20 095,06	21 578,39	27 043,72	27 560,03
Nombre de titres	173,474	173,474	203,474	203,474	203,474
Valeur liquidative unitaire	85,46	115,83	106,04	132,90	135,44
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	1,29	5,25	6,42	1,83	1,74
Capitalisation unitaire sur résultat	0,86	2,48	4,27	3,61	3,55

(*) Le crédit d'impôt unitaire ne sera déterminé qu'à la date de mise en distribution, conformément aux dispositions fiscales en vigueur.

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
FINLANDE				
NESTE OYJ	EUR	41 163	684 334,88	0,29
TOTAL FINLANDE			684 334,88	0,29
FRANCE				
AXA	EUR	319 806	9 776 469,42	4,11
BNP PARIBAS	EUR	200 644	11 944 337,32	5,02
CAPGEMINI SE	EUR	42 807	7 949 259,90	3,33
CARREFOUR	EUR	216 948	2 863 713,60	1,20
CHRISTIAN DIOR SE	EUR	8 663	5 817 204,50	2,44
COMPAGNIE DE L'ODET	EUR	2 031	2 648 424,00	1,11
DANONE	EUR	68 100	3 887 148,00	1,63
DASSAULT AVIATION SA	EUR	9 529	1 616 118,40	0,68
ELIS	EUR	169 498	3 427 249,56	1,44
ENGIE	EUR	487 490	6 500 679,15	2,73
EURAZEO	EUR	13 265	986 252,75	0,42
GECINA SA	EUR	35 079	3 015 040,05	1,27
IPSOS	EUR	66 117	3 894 291,30	1,63
KERING	EUR	11 197	3 790 184,50	1,59
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUI	EUR	21 955	15 667 088,00	6,58
MICHELIN (CGDE)	EUR	181 405	6 550 534,55	2,75
ORANGE	EUR	426 093	3 985 673,92	1,67
PERNOD RICARD	EUR	33 586	4 255 346,20	1,79
PEUGEOT INVEST	EUR	23 209	2 084 168,20	0,87
PUBLICIS GROUPE SA	EUR	58 254	5 789 282,52	2,43
REMY COINTREAU	EUR	14 625	1 139 287,50	0,48
RENAULT SA	EUR	61 075	2 921 828,00	1,23
REXEL	EUR	106 278	2 567 676,48	1,08
SAFRAN SA	EUR	39 842	7 864 810,80	3,30
SAINT-GOBAIN	EUR	103 727	7 532 654,74	3,16
SANOFI	EUR	125 139	11 255 001,66	4,73
SCHNEIDER ELECTRIC SE	EUR	72 240	16 203 432,00	6,80
SCOR SE	EUR	68 238	1 614 511,08	0,68
SEB	EUR	23 449	2 241 724,40	0,94
SOCIETE GENERALE SA	EUR	249 767	5 474 892,64	2,30
SODEXO / EX SODEXHO ALLIANCE	EUR	25 228	2 119 152,00	0,89
SOPRA STERIA	EUR	20 864	3 778 470,40	1,58
SR TELEPERFORMANCE	EUR	21 283	2 092 970,22	0,88
TECHNIP ENERGIES NV	EUR	138 241	2 894 766,54	1,21
THALES	EUR	27 853	4 164 023,50	1,75
TIKEHAU CAPITAL	EUR	60 944	1 276 776,80	0,54
TOTALENERGIES SE	EUR	260 929	16 263 704,57	6,83
VALLOUREC SA	EUR	115 502	1 691 526,79	0,71
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	189 261	5 284 167,12	2,22
VINCI SA	EUR	77 386	7 613 234,68	3,20
VIVENDI	EUR	364 391	3 554 998,60	1,49

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
TOTAL FRANCE			215 998 076,36	90,69
ITALIE				
ENI SPA	EUR	250 411	3 594 399,49	1,51
TOTAL ITALIE			3 594 399,49	1,51
LUXEMBOURG				
ARCELORMITTAL	EUR	102 226	2 184 569,62	0,91
TOTAL LUXEMBOURG			2 184 569,62	0,91
PAYS-BAS				
AIRBUS SE	EUR	60 512	7 761 269,12	3,26
TOTAL PAYS-BAS			7 761 269,12	3,26
SUISSE				
STMICROELECTRONICS NV	EUR	140 005	5 161 284,33	2,17
TOTAL SUISSE			5 161 284,33	2,17
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			235 383 933,80	98,83
TOTAL Actions et valeurs assimilées			235 383 933,80	98,83
Créances			193 087,46	0,08
Dettes			-321 043,02	-0,14
Comptes financiers			2 920 777,78	1,23
Actif net			238 176 756,02	100,00

Parts HSBC ACTIONS FRANCE AD	EUR	82 317,64500	997,87
Parts HSBC ACTIONS FRANCE BC	EUR	203,474	135,44
Parts HSBC ACTIONS FRANCE AC	EUR	101 174,96100	1 541,94

Complément d'information relatif au régime fiscal du coupon

Décomposition du coupon : Part HSBC ACTIONS FRANCE AD

	NET GLOBAL	DEVISE	NET UNITAIRE	DEVISE
Revenus soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	0,00		0,00	
Actions ouvrant droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	1 542 632,67	EUR	18,74	EUR
Autres revenus n'ouvrant pas droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	0,00		0,00	
Revenus non déclarables et non imposables	0,00		0,00	
Montant des sommes distribuées sur les plus et moins-values	0,00		0,00	
TOTAL	1 542 632,67	EUR	18,74	EUR